ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 21 février 1950, d'une demande d'avis

sur un projet d'arrêté du Régent "modifiant, en ce qui concerne les congés complémentaires des travailleurs des mines, l'arrêté du Régent du 26 mars 1947, modifié par ceux des 19 mai 1948 et 20 janvier 1949, déterminant les modalités spéciales d'application de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 sur les vacances annuelles des travailleurs salariés en ce qui concerne les ouvriers mineurs et assimilés",

et sur un projet d'arrêté du Régent "modifiant, en ce qui concerne les vacances ordinaires des travailleurs des mines, l'arrêté du Régent du 26 mars 1947, modifié par ceux des 19 mai 1948 et 20 janvier 1949, déterminant les modalités spéciales d'application de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 sur les vacances annuelles des travailleurs salariés en ce qui concerne les ouvriers mineurs et assimilés",

a donné en sa séance du 4 avril 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e Februari 1950 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen

over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende wijziging, wat betreft het aanvullend verlof van de mijnwerkers, van het besluit van de Regent van 26 Maart 1947, gewijzigd door die van 19 Mei 1948 en van 20 Januari 1949, tot bepaling van de speciale modaliteiten van toepassing der besluitwet van 3 Januari 1946, betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders, voor de mijnwerkers en de daarmee gelijkgestelde arbeiders",

en over een ontwerp van besluit van de Regent "tot wijziging, wat betreft het gewoon verlof der mijnwerkers, van het besluit van de Regent van 26 Maart 1947, gewijzigd door die van 19 Mei 1948 en 20 Januari 1949, tot bepaling van de speciale modaliteiten van toepassing der besluitwet van 3 Januari 1946 betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders voor de mijnwerkers en de daarmee gelijkgestelde arbeiders",

heeft ter zitting van 4 April 1950 het volgend advies gegeven :

I.

Le Conseil d'Etat propose de fusionner les deux projets et de les coordonner avec les dispositions des arrêtés du Régent des 26 mars 1947, 19 mai 1948 et 20 janvier 1949.

II.

L'article 4 de la loi du 7 juin 1949 permet au Roi d'accorder, sur la proposition de la Commission paritaire intéressée et après consultation du Conseil national du travail, des dérogations aux dispositions des articles 2 et 3 de la loi.

Les dispositions des articles 8 et 9 du second projet sont prises en application de l'article 4 précité.

La proposition a été faite par la Commission nationale mixte des mines en sa séance du 31 mars 1950. Le Conseil national du travail n'a pu être consulté du fait que la loi qui doit l'instituer n'est pas encore intervenue. Toutefois, il ne résulte ni de la loi, ni des travaux préparatoires que le législateur ait entendu différer l'application de l'article 4 de la loi jusqu'à la création par une autre loi, de ce Conseil.

Cette interprétation se justifie d'autant plus qu'il ne s'agit que d'une consultation qui ne lie pas le Gouvernement.

\+

\+ \+

Texte proposé :

ARRETE DU REGENT DETERMINANT LES MODALITES SPECIALES D'APPLICATION AUX OUVRIERS MINEURS ET ASSIMILES DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX VACANCES ANNUELLES DES TRAVAILLEURS SALARIES .

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés;

Vu l'arrêté-loi du 14 avril 1945 sur les congés annuels des ouvriers mineurs du fond;

Vu l'arrêté-loi du 3 janvier 1946 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, modifié notamment par la loi du 16 juin 1947;

Vu l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés;

Vu la loi du 4 mars 1949 fixant la cotisation patronale pour les congés payés des salariés;

Vu la loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés;

Considérant qu'il y a lieu de mettre les dispositions qui règlent les vacances des ouvriers mineurs et assimilés en concordance avec les dispositions des lois des 4 mars et 7 juin 1949 précitées;

Vu la proposition de la Commission nationale mixte des mines, faite le 31 mars 1950;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er. -

Les salariés assujettis à l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, ainsi qu'à l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, ont droit à six jours de vacances pour douze mois de travail dans lesquels sont comprises les journées de chômage assimilées à des journées de travail.

Le pécule de vacances est déterminé sur la base du salaire brut gagné au cours de l'exercice de vacances, majoré du montant des avantages en espèces autres que les allocations familiales, et majoré d'une rémunération fictive afférente aux journées de chômage assimilées à des journées de travail. ~~Le salaire brut n'est pas majoré de la valeur des avantages en nature.~~

L'exercice de vacances coïncide avec l'année civile qui précède celle au cours de laquelle les vacances doivent être accordées.

Article 2. -

Les vacances sont octroyées et les pécules y afférents liquidés d'après les modalités précisées ci-après.

CHAPITRE Ier. VACANCES ORDINAIRES.

Section première. Cotisations et pécule de vacances.

Article 3.-

Les cotisations dues pour la constitution du pécule de vacances sont comprises dans la cotisation de l'employeur versée au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

Article 4.-

Les employeurs sont tenus de transmettre au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs les renseignements nécessaires pour l'application du présent arrêté.

Article 5.-

Le pécule de vacances est payé par l'intermédiaire du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

Article 6.-

Le reliquat du fonds de 1/2 p.c. destiné au paiement des vacances supplémentaires des jeunes travailleurs occupés dans les entreprises assujetties à la loi spéciale sur la retraite des ouvriers mineurs, reste acquis au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

Ce reliquat est utilisé aux fins suivantes :

1° assurer aux ouvriers mineurs et assimilés des avantages complémentaires égaux à ceux visés aux 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 2 de la loi du 7 juin 1949.

Ces avantages complémentaires sont déterminés par le Roi sur avis de la Commission nationale mixte des mines, et, le cas échéant, de la Commission consultative des vacances des jeunes travailleurs;

../..

2° couvrir, en totalité ou en partie, le paiement du pécule de vacances afférent aux journées de chômage assimilées à des journées de travail, telles qu'elles sont déterminées à l'article 3 de la loi du 7 juin 1949, ainsi qu'à l'article 8 du présent arrêté.

Article 7.-

Si la partie des pécules de vacances, afférente aux journées de chômage assimilées à des journées de travail effectif, n'a pu être couverte par le reliquat du fonds de 1/2 p.c. visé à l'article précédent, une retenue pourra être opérée sur le montant intégral du pécule de vacances.

Le Roi fixe le montant de cette retenue, sur avis de la Commission nationale mixte des mines et en tenant compte du résultat de l'exercice précédent.

Le reliquat éventuel de cette retenue est versé au fonds de 1/2 p.c.

Article 8.-

Sont assimilées à des journées de travail, en application de l'article 3, e , de la loi du 7 juin 1949, les journées de chômage dues à l'exécution d'obligations syndicales résultant d'une mission au sein d'un des organismes désignés ci-après :

Commission nationale mixte des mines;

Comité d'exécution d'une décision de la Commission nationale mixte des mines;

Conseil régional mixte;

Comité de conciliation;

Caisse de prévoyance;

Commission arbitrale;

Conseil de prud'hommes;

Commission de réclamation en matière d'assurance contre le chômage involontaire;

Commission consultative en matière de placement;

../..

Commission de réclamation en matière d'assurance en cas de maladie et d'invalidité;

Commission d'appel des pensions de vieillesse;

Commission de contrôle d'une caisse de vacances annuelles;

Commission officielle instituée pour l'étude d'un problème social;

Comité de sécurité et d'hygiène;

Conseil d'entreprise;

Délégation syndicale;

Comité syndical, national ou régional.

Article 9.-

L'exactitude du nombre de journées de chômage assimilées à des journées de travail est certifiée :

1° par l'employeur en ce qui concerne :

a) l'accident de travail, la maladie professionnelle, la maladie pendant la période ne donnant aucun droit à l'indemnité en vertu de la législation sur l'assurance maladie-invalidité;

b) les devoirs civiques, ainsi que les obligations syndicales visées à l'article 8 du présent arrêté;

2° par l'organisme assureur en ce qui concerne la maladie donnant droit aux indemnités d'incapacités primaires;

3° par l'administration communale en ce qui concerne l'appel et le rappel sous les armes.

Les attestations ou états délivrés par les organismes assureurs et par l'administration communale sont envoyés directement au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, soit par ces organismes ou administration, soit par l'employeur, soit par le travailleur.

Article 10.-

Le pécule de vacances se compose, selon qu'il s'agit d'un travailleur âgé, à l'expiration de l'exercice

../..

de vacances, de plus de 21 ans, de 18 à 21 ans, ou de moins de 18 ans, de 4 p.c., 6 p.c. ou 8 p.c. :

1° du salaire brut gagné au cours de l'exercice de vacances majoré du montant des avantages en espèces autres que les allocations familiales;

2° et d'une rémunération fictive calculée en multipliant le nombre de journées de chômage assimilées à des journées de travail par un salaire journalier fictif obtenu en divisant le salaire brut, visé au 1° ci-dessus, par le nombre de journées durant lesquelles le travailleur a effectivement oeuvré, augmenté du nombre de journées d'absence autres que les journées de chômage assimilées à des journées de travail.

Pour les travailleurs qui, au cours de l'exercice de vacances, n'ont pas effectivement oeuvré en qualité d'ouvrier mineur ou assimilé, la rémunération fictive à prendre en considération est calculée en multipliant le nombre de journées de chômage assimilées à des journées de travail, par le salaire journalier fictif obtenu pendant le dernier exercice de vacances au cours duquel le travailleur a effectivement oeuvré ou, à son défaut, par le salaire journalier moyen brut afférent à cet exercice.

Article 11.-

Après l'échéance de l'exercice de vacances, le pécule de vacances de chaque travailleur est liquidé à l'intéressé au moment où il prend ses vacances et, en cas de vacances fractionnées, à l'occasion de ses vacances principales.

La liquidation du pécule de vacances se fait soit par assignation postale, sur réception d'une attestation de l'employeur indiquant la date à laquelle l'intéressé prend ses vacances, soit par l'employeur, sur indications du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

../..

L'attestation doit parvenir au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs un mois au moins avant le départ en vacances du travailleur; elle mentionne l'adresse exacte et complète de ce dernier ainsi que tous renseignements utiles demandés par le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

Si le bénéficiaire est devenu chômeur, le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires certifie l'exactitude des dates auxquelles les vacances sont prises.

Le travailleur pensionné peut, au moment où il cesse le travail, réclamer immédiatement la liquidation du pécule de vacances acquis durant l'exercice en cours et celui éventuellement acquis durant l'exercice échu, s'ils ne lui ont pas encore été versés.

Section II. Durée, époque, date et fractionnement des vacances.

Article 12.-

La durée des vacances est déterminée selon qu'il s'agit d'un travailleur âgé, à l'expiration de l'exercice des vacances, de plus de 21 ans, de 18 à 21 ans ou de moins de 18 ans, en multipliant par 1/2, 2/3 ou 3/4 le quotient du pécule de vacances par le salaire moyen journalier brut payé au travailleur au cours de l'exercice de vacances; le résultat ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure.

Par salaire moyen journalier brut, il faut entendre le quotient du salaire réel brut par le nombre de journées de travail effectivement prestées.

La durée des vacances ne peut excéder six, douze ou dix-huit jours, selon qu'il s'agit respectivement de travailleurs de plus de 21 ans, de 18 à 21 ans, ou de moins de 18 ans.

Article 13.-

Lorsque le travailleur est, par suite d'un cas de force majeure, dans l'impossibilité de prendre effectivement ses vacances, le pécule lui est payé à la date normale des vacances dans l'entreprise où il était occupé à cette date.

Article 14.-

Les vacances doivent être accordées dans les douze mois qui suivent la date de clôture de l'exercice de vacances.

Article 15.-

Les vacances ne peuvent être fixées avant le 1er mai ou après le 31 octobre qu'à la demande du travailleur intéressé.

Cependant, lorsqu'il s'agit de chefs de famille, les vacances sont octroyées de préférence pendant la période des vacances scolaires.

Article 16.-

La date des vacances est fixée annuellement par le Conseil d'entreprise ou,à défaut, de commun accord entre l'employeur et le travailleur.

Toutefois, si l'employeur désire accorder des vacances collectives à son personnel, la date des vacances est à défaut d'accord direct entre les parties, établie par l'employeur, d'accord avec le ou les groupements auxquels est affiliée la majorité de son personnel.

En cas de désaccord sur la date des vacances, ce différend est tranché par le Conseil de prud'hommes et, à défaut, par le juge de paix.

Article 17.-

Ne peuvent être imputés sur les jours de vacances annuelles :

1° les jours fériés payés;

2° les interruptions de travail dues à l'une des causes visées à l'article 3 de la loi du 7 juin 1949 et à l'article 8 du présent arrêté, à moins que celle-ci ne surgiss que pendant les vacances;

3° les jours de repos imposés par les lois et arrêtés réglementant la durée du travail et le repos du dimanche.

Article 18.-

Le fractionnement des vacances n'est autorisé qu'à la demande du travailleur et à la condition de comprendre des vacances principales de trois jours au moins, qui doivent toujours être complétées par un jour de repos habituel.

Le fractionnement par demi-journée est interdit, à moins que la demi-journée de vacances annuelles ne soit complétée par une demi-journée de repos habituel.

CHAPITRE II. CONGES COMPLEMENTAIRES DES OUVRIERS MINEURS DU FOND.

Article 19.

Les ouvriers du fond visés à l'article 1er de l'arrêté-loi du 14 avril 1945 ont droit chaque année à un congé complémentaire calculé en fonction de leur assiduité au travail pendant l'exercice de vacances.

La durée de ce congé est fixée à douze jours maximum pour les ouvriers qui, l'année de référence entière, on été occupés dans les travaux souterrains.

../..

Au cas où le nombre de jours d'absence par suite de chômage pour des motifs d'ordre économique atteint vingt-quatre, quarante-huit, septante-deux, ... jours au cours de l'année, le nombre maximum de jours de congé complémentaire, soit douze, est réduit respectivement de un, deux, trois, ... jours.

Pour certains travailleurs dont les prestations dans les travaux souterrains ne couvrent qu'une partie de l'exercice de vacances, la durée du congé complémentaire est réduite proportionnellement au nombre entier de mois du dit exercice durant lesquels ils ont oeuvré comme ouvriers du fond.

Les bénéficiaires de cette mesure sont les suivants :

1° les travailleurs qui, s'étant embauchés comme ouvriers du fond dans le courant de l'exercice de vacances, auront été occupés de manière continue dans les travaux souterrains des charbonnages jusqu'à l'époque du paiement du pécule afférent aux prestations de cet exercice.

Les ouvriers de la surface qui prennent définitivement du service dans les travaux souterrains sont assimilés à cette catégorie de travailleurs;

2° les ouvriers mineurs du fond qui, par suite de leur état de santé, sont astreints, sur avis du médecin de prendre du service à la surface;

3° les ouvriers mineurs du fond qui prennent leur pension dans le courant de l'exercice de vacances;

4° les ouvriers qui, du fait de leur spécialité et par suite des nécessités du service, sont astreints à être occupés alternativement à la surface et dans les travaux souterrains des mines;

Dans ce dernier cas, le nombre entier de mois de l'exercice durant lesquels ces ouvriers ont oeuvré comme

../..

ouvriers du fond est le quotient, ramené à l'unité inférieure, du nombre de jours durant lesquels ils ont été occupés dans les travaux souterrains, par 24;

5° les ouvriers du fond qui ont été absents durant une partie de l'exercice par suite de l'appel sous les armes et qui ont repris du travail dans les charbonnages endéans les trente jours de leur renvoi dans leur foyer.

Article 20.-

Toute absence injustifiée entraîne la réduction du congé complémentaire à raison d'un jour par jour d'absence. Toutefois, en ce qui concerne les ouvriers qui ont été occupés dans les travaux souterrains pendant les douze mois entiers de l'exercice de vacances, les douze premiers jours d'absence injustifiée ne donnent lieu à aucune réduction du congé complémentaire.

Au cas où le nombre de jours d'absence par suite de chômage pour des motifs d'ordre économique atteint vingt quatre, quarante-huit, septante-deux, ... jours au cours de l'année, le nombre de jours d'absence injustifiée ne donnan lieu à aucune réduction de congé est réduit respectivement à onze, dix, neuf, ... jours.

Dans les cas visés aux 1°, 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 19, le nombre forfaitaire de jours d'absence est réduit proportionnellement au nombre entier de mois effectivement prestés dans les travaux souterrains.

Sont assimilées à des journées de travail :

1° les journées de chômage visées à l'article 3 de la loi d 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, à l'exclusion de celles visées au g du dit article;

2° les journées de chômage visées à l'article 8;

../..

3° les absences dues à l'un des motifs suivants :

a) décès du conjoint, d'un descendant ou d'un ascendant du premier degré : à concurrence de quatre jours au maximum;

b) décès d'un ascendant ou d'un descendant du deuxième degré, d'un frère ou d'une soeur, d'un allié du premier degré, du tuteur : à concurrence de deux jours au maximum;

c) mariage de l'intéressé : à concurrence de trois jours au maximum;

d) naissance d'un enfant de l'intéressé : à concurrence de deux jours au maximum;

e) le chômage par suite de grève ou de "lock out", survenu après constatation par les instances compétentes de l'échec de la procédure de conciliation.

Dans les cas repris sous les lettres a, b, c, d, le nombre de jours d'absence admis est augmenté de la durée normale du voyage, si l'ouvrier a dû quitter le territoire belge.

Les jours de rappel normal sous les armes ne sont assimilés à des journées de travail que pour autant que le travailleur ait repris du service dans les charbonnages dans les trente jours qui suivent son envoi en congé illimité.

Les absences visées au présent article ne sont prises en considération que pour autant que le travailleur ait fourni des prestations effectives au cours de l'exercice ou au cours de chaque fraction de cet exercice donnant droit à un congé complémentaire proportionnel.

../..

Article 21.-

Le travailleur ayant droit recevra pour chaque jour visé à l'article 19 une rémunération de congé obtenue en divisant le salaire global effectivement gagné pour les prestations qu'il a accomplies en tant qu'ouvrier du fond pendant l'exercice de référence, par le nombre de jours durant lesquels il a effectivement oeuvré en cette qualité, augmenté du nombre de jours d'absence qui lui sont imputés comme ouvrier du fond pour des motifs autres que ceux énumérés à l'article 19.

Article 22.-

Les rémunérations de congés prévues à l'article 21 sont liquidées par le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, soit directement aux intéressés, soit à l'intervention des employeurs.

Elles se cumulent avec les pécules de vacances accordés aux travailleurs âgés de moins de 21 ans.

Article 23.-

Les congés doivent être accordés entre le 1er juillet et le 30 juin de l'année suivante.

Pour le surplus, les articles 4, 8, 9, 11, 16, alinéa 1er et 17, leur sont applicables.

Article 24.-

Il est accordé aux ouvriers du fond visés à l'article 1er de l'arrêté-loi du 14 avril 1945 une allocation de voyage sous la forme d'un abonnement, comprenant une série de bons donnant droit chacun à un billet gratuit aller-retour par jour de congé complémentaire. Cet abonnement est délivré par le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs moyennant la signature d'une déclaration, par laquelle le bénéficiaire s'engage à utiliser lui-même le billet ou

à ne le laisser utiliser que par ses descendants à charge habitant sous le même toit que lui, personnes qu'il énumère dans la déclaration. La formule de déclaration se termine par les mots : "J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète".

Les bons sont validés selon les instructions de la Société nationale des chemins de fer belges.

Le prix des billets est remboursé à la Société nationale des chemins de fer belges par l'Etat. Il est à charge du budget du département du Travail et de la Prévoyance sociale.

La couverture du carnet de bons porte la mention que toute utilisation frauduleuse des bons sera punie conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont en tout ou en partie à charge de l'Etat.

CHAPITRE III. MESURES DE CONTROLE, SANCTIONS, ENTREE EN VIGUEUR.

Article 25.-

Les chefs d'entreprise sont tenus de communiquer, sans déplacement, à leur demande, aux fonctionnaires de l'Administration des mines :

1° la date de naissance des personnes qu'ils occupent;

2° la date d'entrée en service de leur personnel;

3° le montant de leur salaire et le montant des cotisations versées en exécution de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 et des lois des 4 mars et 7 juin 1949;

./...

4° les dates auxquelles chacune des personnes employées aura pris ses vacances, et la durée de celles-ci;

5° la date à laquelle l'engagement a pris fin.

Article 26.-

Le chef d'entreprise est tenu d'indiquer dans son règlement d'atelier l'adresse du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

Article 27.-

Toute infraction aux prescriptions du présent arrêté est punie conformément aux dispositions des articles 26 à 32 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1946.

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS FINALES.

Article 28.-

Les arrêtés du Régent des 26 mars 1947, 19 mai 1948, 20 janvier et 23 avril 1949, sont abrogés.

Article 29.-

Le présent arrêté sort ses effets à la date du 1er janvier 1949.

Article 30.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Finances,

I.

De Raad van State stelt voor de twee ontwerpen tot één besluit te verwerken en te coördineren met de bepalingen van de besluiten van de Regent van 26 Maart 1947, 19 Mei 1948 en 20 Januari 1949.

II.

Krachtens artikel 4 der wet van 7 Juni 1949 kan de Koning, op voorstel van het betrokken paritair comité en na raadpleging van de Nationale Arbeidsraad, afwijkingen toestaan van het bepaalde in de artikelen 2 en 3 der wet.

De artikelen 8 en 9 van het tweede ontwerp steunen op voornoemd artikel 4.

De Nationale Gemengde Mijncommissie heeft haar voorstel in zitting van 31 Maart 1950 gedaan. De Nationale Arbeidsraad heeft men niet kunnen raadplegen, aangezien de wet die hem moet instellen nog niet tot stand is gekomen. Noch uit de wet, noch uit de parlementaire voorbereiding blijkt echter dat de wetgever het inzicht heeft gehad de toepassing van artikel 4 der wet te verdagen tot een andere wet voornoemde Raad heeft opgericht.

Deze interpretatie is des te beter te verantwoorden, daar het enkel om een raadpleging gaat zonder enig bindend karakter voor de Regering.

\+

\+ \+

Voorgestelde tekst:

BESLUIT VAN DE REGENT TOT BEPALING VAN DE SPECIALE MODALITEITEN OM OP DE MIJNWERKERS EN GELIJKGESTELDEN DE WETGEVING BETREFFENDE HET JAARLIJKS VERLOF VAN DE LOONARBEIDERS TOE TE PASSEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en de er mee gelijkgestelden;

Gelet op de besluitwet van 14 April 1945 betreffende het jaarlijks verlof van de ondergrondse mijnwerkers;

Gelet op de besluitwet van 3 Januari 1946 betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders, gewijzigd namelijk bij de wet van 16 Juni 1947;

Gelet op de besluitwet van 25 Februari 1947 tot samenordening en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de er mee gelijkgestelden;

Gelet op de wet van 4 Maart 1949 houdende vaststelling van de werkgeversbijdrage voor het betaald verlof der loontrekkende arbeiders;

Gelet op de wet van 7 Juni 1949 betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders;

Overwegende dat men de bepalingen tot regeling van het verlof der mijnwerkers en er mede gelijkgestelden in overeenstemming moet brengen met de bepalingen van bovengenoemde wetten van 4 Maart en 7 Juni 1949;

..../...

Gelet op het voorstel van de Nationale Gemengde Mijncommissie gedaan de 31e Maart 1950;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De loonarbeiders die onderworpen zijn aan de besluitwet van 3 Januari 1946, gewijzigd bij de wet van 16 Juni 1947 betreffende het jaarlijks verlof van de loontrekkende arbeiders, alsmede aan de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en de daarmee gelijkgestelden, hebben recht op zes dagen verlof voor twaalf maanden arbeid, waarin de met werkdagen gelijkgestelde werkloosheidsdagen zijn begrepen.

Het verlofgeld wordt bepaald volgens het bruto-loon verdiend gedurende het verlofdienstjaar, verhoogd met het bedrag van de voordelen in speciën met uitzondering van de kinderbijslag, en verhoogd met een fictieve bezoldiging voor de met werkdagen gelijkgestelde werkloosheidsdagen.(Het bruto-loon wordt niet verhoogd met de waarde van de voordelen in natura.)

Het verlofdienstjaar stemt overeen met het burgerlijk jaar voorafgaand aan dat waarin het verlof moet worden verleend.

Artikel 2.-

Het verlof wordt verleend en het daaraan verbonden verlofgeld wordt uitbetaald volgens de hierna bepaalde modaliteiten.

.../...

HOOFDSTUK I. - GEWOON VERLOF.

Afdeling 1.- Bijdragen en verlofgeld.

Artikel 3.-

De bijdragen verschuldigd voor het samenstellen van het verlofgeld zijn begrepen in de aan het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers gestorte werkgeversbijdrage.

Artikel 4.-

De werkgevers dienen aan het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers de nodige inlichtingen voor de toepassing van dit besluit over te maken.

Artikel 5.-

Het verlofgeld wordt door bemiddeling van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers uitbetaald.

Artikel 6.-

Het overschot van het fonds van 1/2 t.h., bestemd voor de betaling van het bijkomend verlof der jonge arbeiders die tewerkgesteld zijn in ondernemingen onderworpen aan de speciale wet betreffende de mijnwerkerspensioenen, blijft het bezit van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers.

Dit overschot wordt voor de volgende doeleinden gebruikt :

1° om aan de mijnwerkers en aan de daarmee gelijkgestelden aanvullende voordelen te verschaffen, gelijk aan die in de 1°, 2°, 3° en 4° van artikel 2 van de wet van 7 Juni 1949 bepaald.

Die aanvullende voordelen worden door de Koning bepaald, op advies van de Nationale Gemengde Mijncommissie en, bij voorkomend geval, van de Commissie van Advies voor het verlof der jonge arbeiders;

.../...

2° om geheel of gedeeltelijk de betaling te dekken van het verlofgeld voor werkloosheidsdagen gelijkgesteld met werkdagen, zoals zij in artikel 3 van de wet van 7 Juni 1949 en in artikel 8 van dit besluit worden bepaald.

Artikel 7.-

Indien het gedeelte van het verlofgeld voor de met werkdagen gelijkgestelde werkloosheidsdagen niet kon worden gedekt door het overschot van het fonds van 1/2 t.h. zoals bepaald in het vorig artikel, kan op het integraal bedrag van het verlofgeld een afhouding worden toegepast.

De Koning stelt het bedrag van die afhouding vast op advies van de Nationale Gemengde Mijncommissie en rekening houdend met de uitslag van het vorig dienstjaar.

Het gebeurlijk overschot van die afhouding wordt bij het fonds van 1/2 t.h. gestort.

Artikel 8.-

Bij toepassing van artikel 3, e, van de wet van 7 Juni 1949, zijn met werkdagen gelijkgesteld de werkloosheidsdagen die toe te schrijven zijn aan het uitvoeren van syndicale verplichtingen voortvloeiend uit een opdracht in de schoot van één der hierna vermelde organismen :

Nationale Gemengde Mijncommissie;

Comité belast met de uitvoering van een beslissing getroffen door de Nationale Gemengde Mijncommissie;

Gewestelijke Gemengde Raad;

Verzoeningscomité;

Voorzorgskas;

Scheidrechterlijk Comité;

Werkrechtersraad;

Klachtencommissie betreffende verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid;

Commissie van advies betreffende plaatsing;

Klachtencommissie betreffende verzekering tegen ziekte en invaliditeit;

.../...

Commissie van beroep betreffende ouderdomspensioenen;
Contrôlecommissie van een verlofkas;
Officiële commissie ingesteld voor het bestuderen van een sociaal vraagstuk;
Gezondheids- en veiligheidscomité;
Ondernemingsraad;
Syndicale afvaardiging;
Syndicaal, nationaal of gewestelijk Comité.

Artikel 9.-

De juistheid van het getal met werkdagen gelijkgestelde werkloosheidsdagen wordt bevestigd door :

1° de werkgever, wat betreft:
   a) het arbeidsongeval, de beroepsziekte, de ziekte tijdens de periode die, krachtens de wetgeving betreffende ziekte en invaliditeit, geen recht op vergoeding geeft;
   b) de burgerplichten en de in artikel 8 van dit besluit genoemde syndicale verplichtingen;
2° het verzekeringsorganisme, wat betreft de ziekte die recht geeft op de vergoedingen voor primaire ongeschiktheid;
3° het gemeentebestuur, wat betreft het oproepen en wederoproepen onder de wapens.

De door de verzekeringsorganismen of gemeentebesturen uitgereikte getuigschriften of staten worden rechtstreeks naar het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers gezonden, hetzij door deze organismen of dit bestuur, hetzij door de werkgever, hetzij door de arbeider.

Artikel 10.-

Naargelang de arbeider op het einde van het verlofdienstjaar meer dan 21 jaar, van 18 tot 21 jaar, of minder dan 18 jaar oud is, bedraagt het verlofgeld 4 t.h., 6 t.h. of 8 t.h. :

.../...

1° van het in de loop van het verlofdienstjaar verdiende bruto-loon, verhoogd met het bedrag van de voordelen in speciën met uitzondering van de kinderbijslag;

2° en van een fictieve bezoldiging, berekend door het getal met werkdagen gelijkgestelde werkloosheidsdagen te vermenigvuldigen met een fictief dagloon, hetwelk wordt bekomen door het in 1° hierboven bedoeld bruto-loon te delen door het getal dagen gedurende welke de arbeider werkelijk heeft gewerkt, verhoogd met het getal afwezigheidsdagen, met uitzondering evenwel van de werkloosheidsdagen die met werkdagen zijn gelijkgesteld.

Voor de arbeiders die gedurende het verlofdienstjaar niet werkelijk als mijnwerker of gelijkgestelde hebben gearbeid, wordt de in aanmerking te nemen fictieve bezoldiging berekend door het getal met werkdagen gelijkgestelde werkloosheidsdagen te vermenigvuldigen met het fictief dagloon bekomen voor het laatste verlofdienstjaar gedurende hetwelk de arbeider werkelijk heeft gearbeid, of,bij gebreke hiervan, met het gemiddeld bruto-dagloon voor dit dienstjaar.

Artikel 11.-

Na verstrijken van het verlofdienstjaar krijgt elke belanghebbende het verlofgeld uitbetaald op het ogenblik dat hij met verlof gaat en, ingeval hij zijn verlof niet ineens neemt, ter gelegenheid van zijn langste verlofperiode.

De uitbetaling van het verlofgeld geschiedt hetzij per postassignatie, na ontvangst van een getuigschrift van de werkgever dat de datum vermeldt waarop belanghebbende met verlof gaat, hetzij door de werkgever volgens de aanwijzingen van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers.

Het getuigschrift moet, ten minste één maand vóór de arbeider met verlof gaat, op het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers toekomen; het vermeldt het juist en volledig adres van belanghebbende evenals alle nuttige inlichtingen door het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers gevraagd.

.../...

Indien de belanghebbende werkloos is geworden, bevestigt het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen de juistheid der data waarop hij met verlof is.

De gepensionneerde arbeider kan, op het tijdstip dat hij het werk stillegt, onmiddellijk de uitbetaling eisen van het verlofgeld dat hem toekomt voor het lopende dienstjaar, en bij voorkomend geval, voor het verstreken dienstjaar indien het hem nog niet werd gestort.

Afdeling II.- Duur, tijdstip, datum en splitsing van het verlof.

Artikel 12.-

Naargelang de arbeider op het einde van het verlofdienstjaar meer dan 21 jaar, 18 tot 21 jaar, of minder dan 18 jaar oud is, wordt de duur van het verlof bepaald door met 1/2, 2/3 of 3/4 te vermenigvuldigen de uitkomst van de deling van het verlofgeld door het gemiddeld bruto-dagloon dat in de loop van het verlofdienstjaar aan de arbeider werd uitbetaald; de aldus bekomen uitslag wordt naar boven op de eenheid afgerond.

Onder gemiddeld bruto-dagloon wordt verstaan de uitkomst van de deling van het werkelijk bruto-loon door het getal werkelijk gepresteerde arbeidsdagen.

Het verlof mag niet langer dan zes, twaalf of achttien dagen duren, naargelang het onderscheidenlijk gaat om arbeiders boven de 21 jaar, van 18 tot 21 jaar of beneden de 18 jaar.

Artikel 13.-

Wanneer een arbeider ingevolge een geval van overmacht in de onmogelijkheid is werkelijk met verlof te gaan, wordt hem het verlofgeld uitbetaald op de normale datum van het verlof in de onderneming waar hij op die datum werkzaam was.

.../...

Artikel 14.-

Het verlof moet worden gegeven binnen twaalf maanden volgend op de datum waarop het verlofdienstjaar is afgesloten.

Artikel 15.-

Het verlof kan niet vóór 1 Mei of na 31 October worden gesteld, tenzij op aanvraag van de belanghebbende arbeider.

Nochtans, wanneer het gaat om gezinshoofden, wordt het verlof bij voorkeur tijdens de schoolvacantie verleend.

Artikel 16.-

De datum van het verlof wordt jaarlijks bepaald door de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, in onderlinge overeenstemming tussen de werkgever en de arbeider.

Indien echter de werkgever collectief verlof aan zijn personeel wil geven, wordt de datum van het verlof, bij ontstentenis van rechtstreekse overeenkomst tussen partijen, door de werkgever bepaald, in overeenstemming met de groepering of groeperingen waarbij het grootste gedeelte van zijn personeel aangesloten is.

Wanneer over de datum van het verlof geen akkoord is bereikt, wordt het geschil beslecht door de Werkrechtersraad en, bij ontstentenis daarvan, door de vrederechter.

Artikel 17.-

Van de jaarlijkse verlofdagen mogen niet worden afgetrokken :

1° de betaalde feestdagen;

2° de werkonderbrekingen die toe te schrijven zijn aan een van de oorzaken vermeld in artikel 3 van de wet van 7 Juni 1949 en in artikel 8 van dit besluit, tenzij deze tijdens het verlof voorvalt;

.../...

3° de rustdagen door de wetten en besluiten tot reglementering van de arbeidsduur en van de Zondagrust opgelegd.

Artikel 18.-

Het splitsen van het verlof wordt slechts op aanvraag van de arbeider toegestaan en mits het een hoofdverlof van ten minste drie dagen omvat, waarbij als aanvulling steeds een gewone rustdag moet komen.

Het splitsen in halve dagen is verboden, tenzij de halve dag jaarlijks verlof met een gewone halve rustdag wordt aangevuld.

HOOFDSTUK II.- AANVULLEND VERLOF VAN DE ONDERGRONDSE MIJNWERKER

Artikel 19.-

De ondergrondse mijnwerkers vermeld in artikel 1 van de besluitwet van 14 April 1945 hebben jaarlijks recht op een aanvullend verlof dat berekend wordt in functie van hun naarstigheid bij het werk in de loop van het verlofdienstjaar.

De duur van dit verlof is vastgesteld op ten hoogste twaalf dagen voor de arbeiders die gedurende gans het beschouwde jaar onder de grond werden tewerkgesteld.

Ingeval het getal dagen afwezigheid ingevolge werkloosheid om redenen van economische aard in totaal vier en twintig, acht en veertig, twee en zeventig, ... dagen bereikt in de loop van het jaar, wordt het maximum getal aanvullende verlofdagen, te weten twaalf, onderscheidenlijk met een, twee, drie, ... dagen verminderd.

Voor sommige arbeiders die slechts gedurende een gedeelte van het verlofdienstjaar onder de grond hebben gearbeid, wordt de duur van het aanvullend verlof verminderd in verhouding tot het geheel getal maanden van bedoeld dienstjaar, gedurende welke zij als ondergrondse arbeiders hebben gewerkt.

.../...

Deze maatregel is van toepassing op :

1° de arbeiders die in de loop van het verlofdienstjaar als ondergrondse arbeiders hebben dienst genomen en die, tot het tijdstip waarop het verlofgeld voor dat dienstjaar wordt uitbetaald, op onafgebroken wijze in de ondergrond van de kolenmijnen hebben gewerkt.

De bovengrondse arbeiders die voorgoed dienst nemen voor de ondergrondse werken worden met die categorie van arbeiders gelijkgesteld;

2° de ondergrondse mijnwerkers die wegens hun gezondheidstoestand, op advies van de geneesheer, verplicht zijn diens te nemen boven de grond;

3° de ondergrondse mijnwerkers die in de loop van het verlofdienstjaar hun pensioen nemen;

4° de arbeiders die door hun specialiteit en ingevolge de noodwendigheden van de dienst verplicht zijn beurtelings boven de grond en in de ondergrondse werken van de mijnen te werken.

In zulk geval is het geheel getal maanden, gedurende welke die arbeiders als ondergrondse arbeiders hebben gewerkt, gelijk aan de uitkomst, op de eenheid naar onder afgerond, van de deling van het getal dagen, gedurende welke zij in ondergrondse werken waren tewerkgesteld, door 24;

5° de ondergrondse arbeiders die gedurende een gedeelte van het dienstjaar afwezig zijn geweest ingevolge hun oproeping onder de wapens en die binnen een termijn van dertig dagen, vanaf de datum waarop zij naar huis werden teruggezonden, het werk in de kolenmijnen weder hebben hervat.

Artikel 20.-

Elke ongerechtvaardigde afwezigheid betekent vermindering van het aanvullend verlof met één dag per dag afwezigheid. Wat echter de arbeiders betreft die gedurende de volle twaalf maanden van het verlofdienstjaar onder de grond werden tewerkgesteld, geven de eerste twaalf dagen ongerechtvaardigde afwezigheid geen aanleiding tot vermindering van het aanvullend verlof.

.../...

Wanneer in de loop van het dienstjaar het getal dagen afwezigheid ingevolge werkloosheid om redenen van economische aard in totaal vier en twintig, acht en veertig, twee en zeventig, ... dagen bereikt, wordt het getal dagen ongerechtvaardigde afwezigheid die geen aanleiding geven tot vermindering van het verlof, onderscheidenlijk verminderd op elf, tien, negen, ... dagen.

In de gevallen vermeld in 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van artikel 19 wordt het vooraf bepaald getal dagen afwezigheid verminderd in verhouding tot het geheel getal maanden werkelijke ondergrondse arbeid.

Met arbeidsdagen zijn gelijkgesteld :

1° de werkloosheidsdagen vermeld in artikel 3 der wet van 7 Juni 1949 betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, met uitzondering van die welke onder g van genoemd artikel zijn vermeld;

2° de werkloosheidsdagen vermeld in artikel 8;

3° de afwezigheid toe te schrijven aan een van de volgende oorzaken :

a) overlijden van de echtgenoot, van een bloedverwant van de eerste graad, in de opgaande of in de nederdalende linie: ten hoogste vier dagen;

b) overlijden van een bloedverwant van de tweede graad in de opgaande of in de nederdalende linie, van een broeder of een zuster, van een aanverwant van de eerste graad, van de voogd: ten hoogste twee dagen;

c) huwelijk van belanghebbende: ten hoogste drie dagen

d) geboorte van een kind van belanghebbende: ten hoogste twee dagen;

e) werkloosheid wegens een staking of een uitsluiting, die heeft plaats gehad nadat de bevoegde overheden het falen van de verzoeningsprocedure hebben vastgesteld.

.../...

In de gevallen vermeld onder de letters a , b , c , d ,wordt het getal geoorloofde afwezigheidsdagen vermeerderd met de normale duur van de reis, indien de arbeider het Belgisch grondgebied heeft moeten verlaten.

De dagen van normale wederoproeping onder de wapens worden slechts met werkdagen gelijkgesteld, in zover de arbeider zijn dienst in de kolenmijnen heeft hervat binnen dertig dagen nadat hij met onbepaald verlof is gezonden.

De afwezigheid waarvan sprake in dit artikel komt slechts in aanmerking voor zover de arbeider werkelijke prestaties heeft verricht in de loop van het dienstjaar of in de loop van elk gedeelte van dit dienstjaar, dat recht geeft op een evenredig aanvullend verlof.

Artikel 21.-

Voor elke dag waarvan sprake in artikel 19, ontvangt de rechthebbende arbeider een verlofbezoldiging welke berekend wordt door het globale loon,dat hij door zijn prestaties als ondergronds arbeider tijdens het beschouwde dienstjaar werkelijk heeft verdiend, te delen door het getal dagen dat hij werkelijk als zodanig heeft gearbeid, vermeerderd met het getal afwezigheidsdagen die hem als ondergronds arbeider worden aangerekend voor andere redenen dan in artikel 19 opgesomd.

Artikel 22.-

De in artikel 21 bepaalde verlofbezoldigingen worden door het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers uitbetaald, hetzij rechtstreeks aan belanghebbenden,hetzij door tussenkomst van de werkgevers.

Zij worden samengevoegd met het verlofgeld toegekend aan de arbeiders beneden de 21 jaar.

.../...

Artikel 23.-

Het verlof dient tussen 1 Juli en 30 Juni van het volgend jaar te worden gegeven.

Voorts zijn de artikelen 4, 8, 9, 11, 16, eerste lid, en 17 er op toepasselijk.

Artikel 24.-

Aan de ondergrondse arbeiders vermeld in artikel 1 der besluitwet van 14 April 1945, wordt een reisvergoeding toegekend in de vorm van een abonnement, bestaande uit een reeks bons waarvan elk recht geeft op een kosteloos retourbiljet per dag aanvullend verlof. Dit abonnement wordt door het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers uitgereikt, mits de belanghebbende in een door hem ondertekende verklaring de verbintenis aangaat de kaart persoonlijk te gebruiken of ze slechts te laten gebruiken door zijn afstammelingen ten laste die onder hetzelfde dak wonen als hij, welke personen hij in zijn verklaring opsomt. Het verklaringsformulier eindigt met de woorden: "Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring oprecht en volledig is.".

De bons worden gevalideerd volgens de onderrichtingen van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen.

De prijs der biljetten wordt door de Staat aan de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen terugbetaald en is ten laste van de begroting van het departement van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Op de omslag van het loonboekje wordt vermeld dat elk bedrieglijk gebruik van de bons gestraft wordt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen inzake subsidies, vergoedingen en uitkeringen allerhande, welke geheel of ten dele ten laste van de Staat zijn.

.../...

HOOFDSTUK III.- MAATREGELEN VAN CONTROLE, SANCTIES, IN WERKING TREDING.

Artikel 25.-

De ondernemingshoofden zijn verplicht aan de ambtenaren van het Bestuur van het Mijnwezen, zonder verplaatsing en op verzoek dezer, mededeling te geven van :

1° de geboortedatum van de bij hen tewerkgestelde personen;

2° de datum waarop hun personeel in dienst is getreden;

3° het bedrag van hun loon en het bedrag der bijdragen gestort ter uitvoering van de besluitwet van 10 Januari 1945 en der wetten van 4 Maart en 7 Juni 1949;

4° de data waarop elk van de tewerkgestelde personen met verlof gaat, en de duur van dit verlof;

5° de datum waarop de dienstneming een einde heeft genomen.

Artikel 26.-

Het ondernemingshoofd is verplicht in zijn werkhuisreglement het adres van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers op te geven.

Artikel 27.-

Elke inbreuk op de voorschriften van dit besluit wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 26 tot 32 van de besluitwet van 3 Januari 1946.

HOOFDSTUK IV.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 28.-

De besluiten van de Regent van 26 Maart 1947, 19 Mei 1948, 20 Januari en 23 April 1949 zijn opgeheven.

.../...

Artikel 29.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1949.

Artikel 30.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de Minister van Financiën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

H. PIERLOT, assesseurs de la section de législation
E. VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le avril 1950.
De April 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.